



Bonjour,

En octobre, la performance manufacturière du Canada est jugée « médiocre », signe que la demande commence à sérieusement accuser le coup. Aux États-Unis, certains signaux précurseurs suggèrent que la croissance économique pourrait ralentir de manière significative en 2024. L'Allemagne, le moteur de l'économie européenne est au point mort, et semble devoir y rester pendant encore un bon bout de temps. Le pessimisme gagne les entrepreneurs britanniques, qui se mettent à sabrer dans leur main-d'œuvre, convaincus que l'avenir sera moins favorable que le présent. Enfin, le gouvernement chinois s'est lancé dans un vaste programme de relance économique, en croisant les doigts dans l'espoir que le secteur immobilier n'implose pas du jour au lendemain.

Bonne lecture !



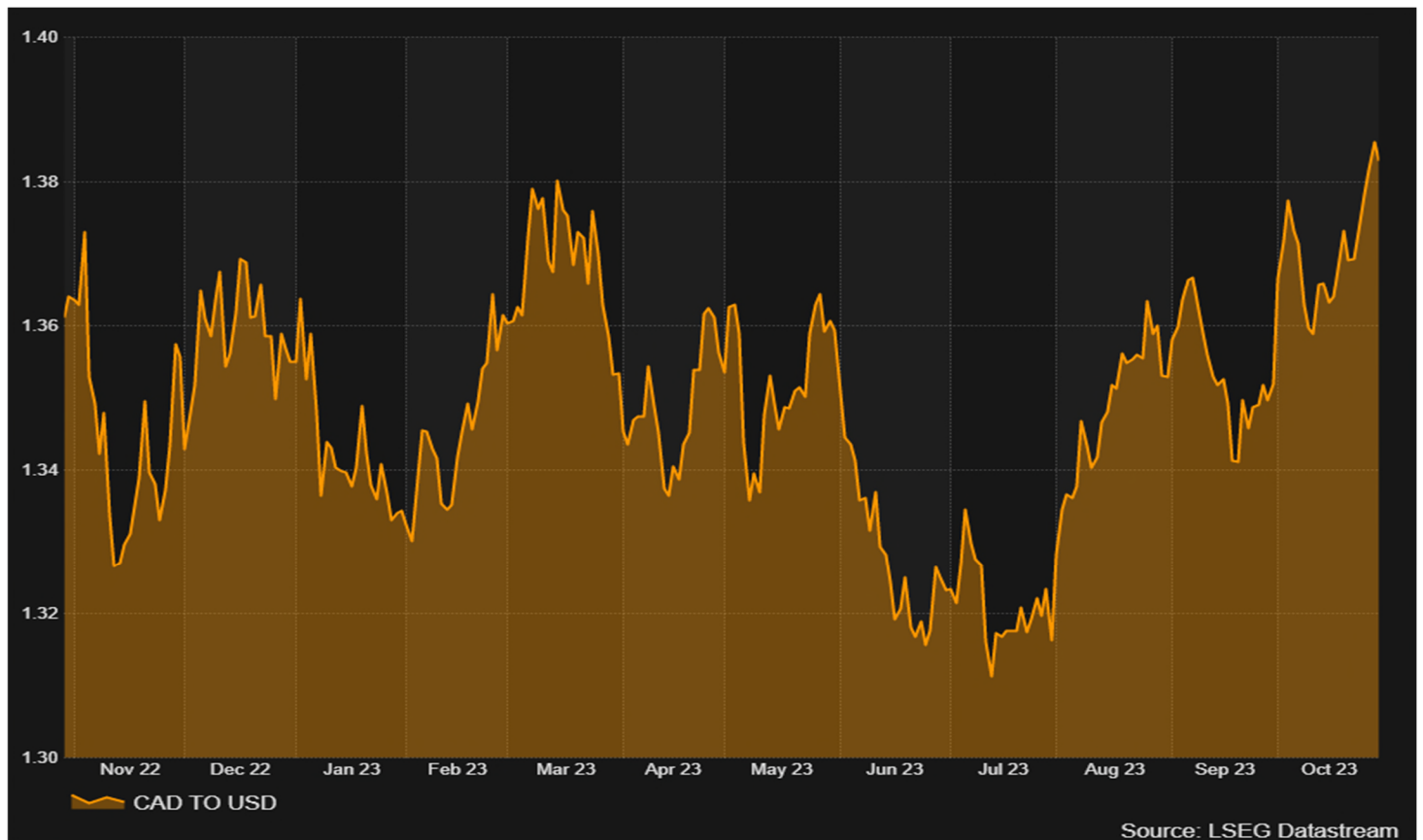
CAD

La paire USDCAD est passée en octobre d'une valeur de 1.3572 à 1.3874. La Banque du Canada (BdC) a maintenu son taux directeur à 5%, estimant que sa politique monétaire parvenait à ralentir l'économie et à alléger la pression sur les prix. Mais elle se refuse à envisager pour autant une prochaine baisse de son taux directeur, car le taux d'inflation est encore loin de son objectif de 2%.

De fait, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est actuellement à 3.8%. Les experts de la BdC prévoient qu'il devrait rester élevé jusqu'à la mi-2024, à hauteur d'environ 3.5%. Et ce n'est que par la suite qu'il devrait amorcer une lente dégrue.

Dans son « Rapport sur la politique monétaire » publié en octobre, la BdC a corrigé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie canadienne. Le produit intérieur brut (PIB) ne devrait pas réussir à dépasser 1% non seulement en 2023, mais aussi en 2024. C'est que plusieurs des trimestres à venir pourraient se solder par une performance négative, voire par une récession modérée. « Nous savions que la possibilité d'éviter un tel scénario était mince, et plus le temps avance, plus cette possibilité va en s'amenuisant », a dit Tiff Macklem, le gouverneur de la banque centrale canadienne.

Le ralentissement du secteur manufacturier canadien s'est accentué en septembre pour atteindre son plus bas niveau depuis le début de la pandémie de COVID-19. L'Indice des directeurs d'achat (PMI) manufacturiers S&P Global Canada est tombé à 47.5, contre 48 en août. Un score inférieur à 50 indique une contraction de l'activité. « La performance canadienne est médiocre, mais en droite ligne avec le ralentissement industriel mondial », dit Paul Smith, directeur économique de S&P Global Market Intelligence.



USD

L'Indice DXY a affiché une valeur de 106.17 au début d'octobre et a terminé à un niveau similaire. L'indice des prix des dépenses de consommation personnelle, l'indicateur d'inflation préféré de la Fed, a crû de 3.4% en septembre sur un an, selon le département du Commerce. Cela revient à la même progression que le mois précédent. De plus, il est important de noter que l'indice de base des prix PCE, que la Fed utilise comme un indicateur fiable des pressions à venir sur les prix, a connu une hausse de 3,7%. Cela représente en réalité une légère baisse par rapport à août, où le pourcentage était de 3,8%.

Certes, nous sommes encore loin de l'objectif d'inflation de 2% de la Fed. Cependant, les experts de la Fed se montrent satisfaits de cette stabilité, surtout compte tenu de la progression des dépenses de consommation de 0,7% en septembre, un chiffre supérieur aux attentes de la plupart des économistes. À noter, les Américains ont dépensé plus pour se procurer des médicaments sous prescription, des voitures, des services financiers et des assurances ainsi que des repas au restaurant et des nuits à l'hôtel.

Le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis a progressé de 4.9% au troisième trimestre, soit 1.2 point de pourcentage de plus que le trimestre précédent, selon les estimations provisoires du gouvernement américain. Une telle progression n'avait plus été vue depuis l'euphorie de la reprise post-COVID survenue à la fin de 2021. « Je n'ai jamais cru que nous aurions besoin d'une récession pour contrer l'inflation, et nous constatons aujourd'hui, une fois de plus, que notre économie est capable de connaître la croissance même quand l'inflation est à la baisse », a pavosé le président américain Joe Biden.

Mais tous les dangers ne sont pas écartés. Loin de là. Nombre d'analystes pensent que le bel élan actuel va frapper un mur sous peu, à l'image de Nicholas Van Ness, économiste au Crédit Agricole CIB, qui estime que la croissance économique américaine sera de 2.2% pour l'ensemble de 2023, et qu'elle ne sera plus que de 1.1% en 2024. « La prudence est de mise », avertit-il.



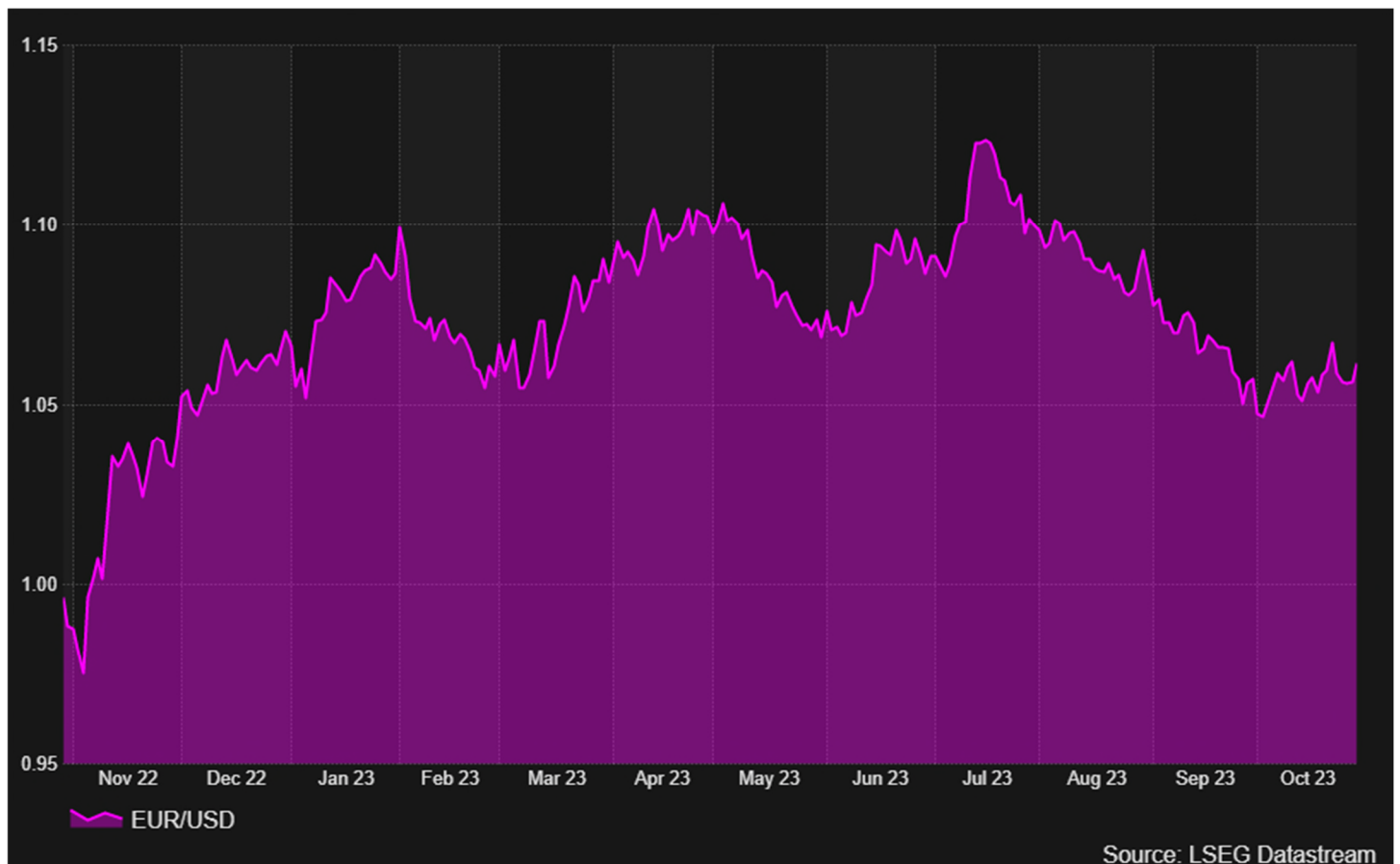
EUR

En octobre, la paire EURUSD a légèrement augmenté de 1.0568 à 1.0576. La Banque centrale européenne (BCE) a laissé ses taux directeurs inchangés en octobre. Ainsi, le principal taux rémunérant les dépôts, qui fait office de référence pour le crédit dans la zone euro, a été maintenu à 4%, un niveau historiquement élevé pour lui. Quant au taux de refinancement et à celui de facilité de prêt marginal, ils se situent respectivement à 4.50% et 4.75%.

Il se trouve que l'inflation va en se dégonflant dans la zone euro. En septembre, elle était de 4.3% ; en octobre, elle a chuté à 2.9%. Selon Christine Lagarde, la présidente de la BCE, cette dégringolade est le signe que « la politique de resserrement monétaire se transmet bien au secteur bancaire, et que le financement de l'économie en est directement affecté », un signe encourageant, donc. C'est pourquoi elle a annoncé que d'autres effets sur l'économie européenne « sont à venir », en particulier sur la demande des consommateurs, appelée en toute logique à diminuer davantage au cours des prochains mois et trimestres.

Le conflit armé entre Israël et le groupe islamiste Hamas suscite nombre d'inquiétudes, en particulier une prochaine flambée des prix du pétrole. La BCE s'est dit « très attentive » à ce risque émergent, qui s'ajoute à la guerre en Ukraine, a rappelé Mme Lagarde.

Aux yeux de Paolo Gentiloni, le commissaire à l'économie de l'Union européenne, la zone euro est aujourd'hui en proie à des « vents contraires persistants ». « L'économie est globalement atone, et les deux moteurs que sont l'Allemagne et la France flirtent avec la récession », dit-il, en soulignant que l'ajout récent de facteurs d'incertitudes comme le risque d'un conflit généralisé au Proche-Orient menaçait davantage « une situation déjà précaire ». Résultat? Dans son rapport « Perspectives de l'économie mondiale » d'octobre, le Fonds monétaire international (FMI) ne voit plus qu'une croissance de la zone euro de 0.7% en 2023, alors qu'elle avait été de 3.3% l'année précédente. Et en 2024, on ne pourra guère parler d'un mieux, avec une prévision de croissance de seulement 1.2%.



GBP

La paire GBPUSD est resté stable en octobre, passant d'une valeur de 1.2201 à 1.2152. Le taux d'inflation est demeuré inchangé en septembre, à 6.7%, selon les données du Bureau des statistiques nationales. La baisse des prix des aliments et des boissons a été compensée par la hausse des prix à la pompe pour les automobilistes.

L'Indice des prix à la consommation (IPC) est à présent plus de trois fois supérieur au taux cible de 2% fixé par la Banque d'Angleterre. Par ailleurs, les principaux indicateurs économiques (salaires, inflation, etc.) sont restés sensiblement les mêmes, cet automne », dit James Smith, économiste chez ING. Une opinion qui rejoint celle d'Andrew Bailey, le gouverneur de la Banque d'Angleterre : « Les récentes données sur l'inflation ne sont pas très éloignées de nos attentes, ce qui est assez encourageant pour notre politique monétaire », indique-t-il.

La véritable inquiétude réside, en vérité, dans l'absence de croissance. La plupart des analystes interrogés par Reuters à ce sujet considèrent que le produit intérieur brut (PIB) se contractera de 0.1% au dernier trimestre de 2023, si bien qu'il sera exactement à zéro sur l'ensemble de l'année. La situation devrait persister, car les prévisions indiquent une très modeste progression de seulement 0.1% prévue pour le premier semestre de 2024.

Les dernières données de l'Indice des directeurs d'achats renforcent l'idée selon laquelle l'économie britannique est au point mort. L'Indice PMI composite flash S&P Global/CIPS pour la Grande-Bretagne a atteint 48.6 en octobre, soit à peu près le même score que le mois précédent (48.5). Un score inférieur à 50 indique une contraction de l'activité. La situation à court terme pourrait ne pas s'améliorer, car les prévisions de dépenses des consommateurs et des entreprises pour 2024 sont les plus pessimistes depuis décembre 2022. À noter que ces sombres perspectives témoignent d'une perte de confiance en l'avenir de la part des entrepreneurs, ce qui amène la majorité d'entre eux à geler actuellement les embauches, et certains, à diminuer leur main-d'œuvre.



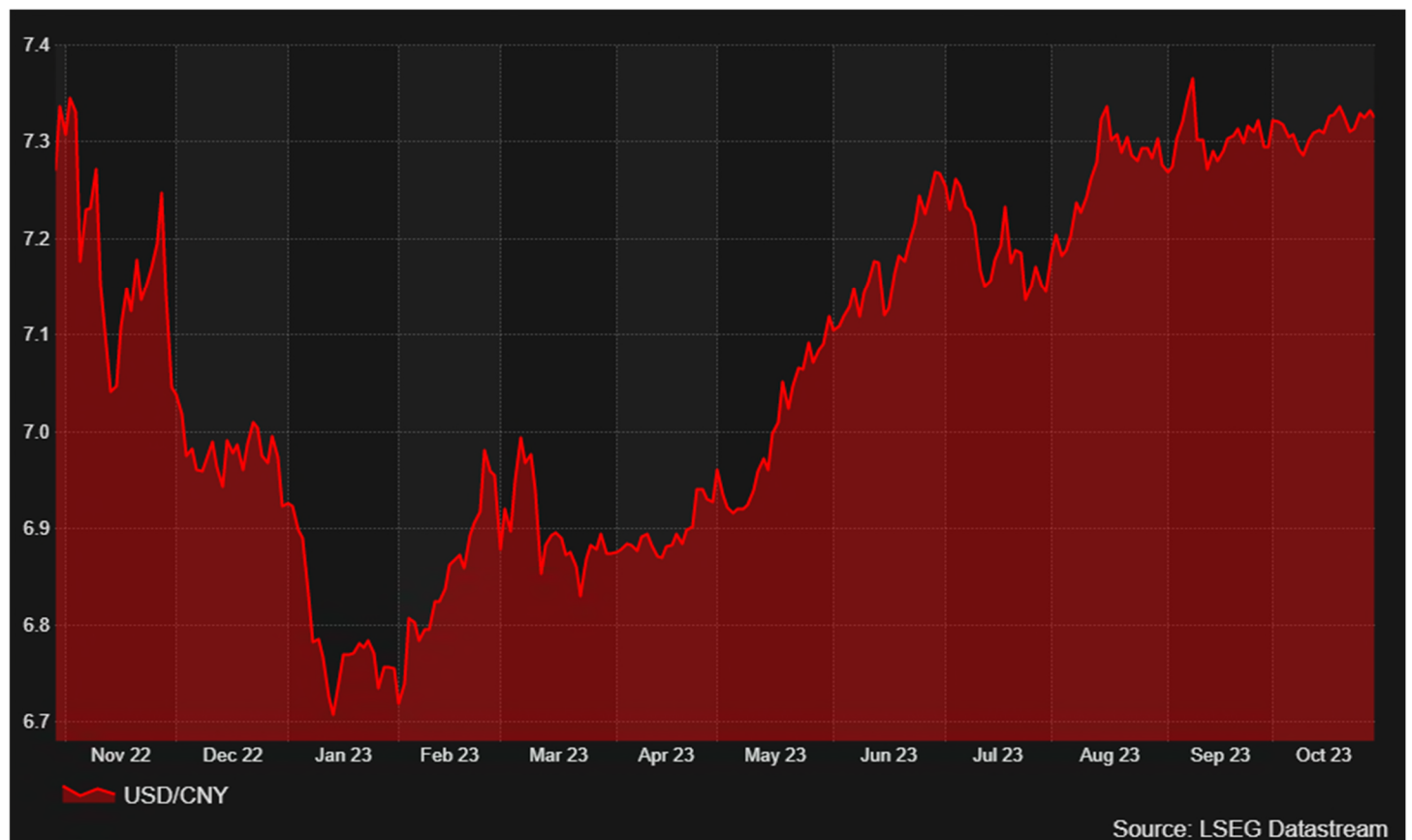
CNY

Le mois dernier, la paire USDCNY a progressé de 7.3019 à 7.3158. La deuxième économie mondiale a affiché une croissance plus rapide que prévu au troisième trimestre, à 4.9% au lieu de 4.6% anticipé. Le trimestre précédent, la progression avait été de 6.3%; et celle d'avant, de 4.5%. Beijing a donc de fortes chances d'atteindre son objectif de croissance de 5% pour l'ensemble de 2023. D'ailleurs, Citigroup et Goldman Sachs s'attendent maintenant à ce qu'il soit finalement de 5.3%, JPMorgan de 5.2% et Nomura de 5.1%. « C'est que nombre d'indicateurs sont encourageants », note Haibin Zhu, directeur général et économiste en chef pour la Chine chez JPMorgan.

En septembre, la Chine a ainsi connu une hausse de 4.5% pour sa production industrielle et de 5.5% pour ses ventes au détail, selon les données officielles. Quant à l'investissement en immobilisations, il a progressé de 3.1% au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année dernière. Toutefois, le secteur immobilier demeure le grand frein de l'économie chinoise. Les investissements dans ce secteur ont chuté de 9.1% entre janvier et septembre. Par ailleurs, la société immobilière chinoise Country Garden est sur le point de faire défaut sur sa dette extérieure de 11 milliards USD, car elle n'a toujours pas effectué le paiement du coupon dû à ses investisseurs obligataires. La situation est si grave que plusieurs hauts-dirigeants chinois ont publiquement reconnu qu'ils étaient inquiets pour l'avenir, craignant que l'actuelle reprise économique, présentée comme « tortueuse », ne connaisse bientôt un brusque coup de frein dû à l'immobilier.

Dans un geste rare, Beijing a procédé en octobre à une émission d'obligations souveraines d'un montant de 1 000 milliards de yuans (137 milliards USD). Celles-ci « contribueront à stimuler la demande intérieure et à consolider la reprise de l'économie », a déclaré Zhu Zhongming, le vice-ministre chinois des Finances. Cela amènera la Chine à connaître un déficit budgétaire pour 2023 de 3.8% du produit intérieur brut, contre 3% initialement fixé, selon les médias d'État.

D'ores et déjà, de grands groupes internationaux montrent des signes de faiblesse, à l'image des géants miniers BHP et Rio Tinto qui subissent une baisse importante de leurs activités, le secteur immobilier chinois étant friand notamment de fer et d'aluminium. « Gare à l'onde de choc potentielle à venir! », avertit Carlotta Rinaudo, chercheuse à l'ITSS Verona, en Italie.



Source: LSEG Datastream

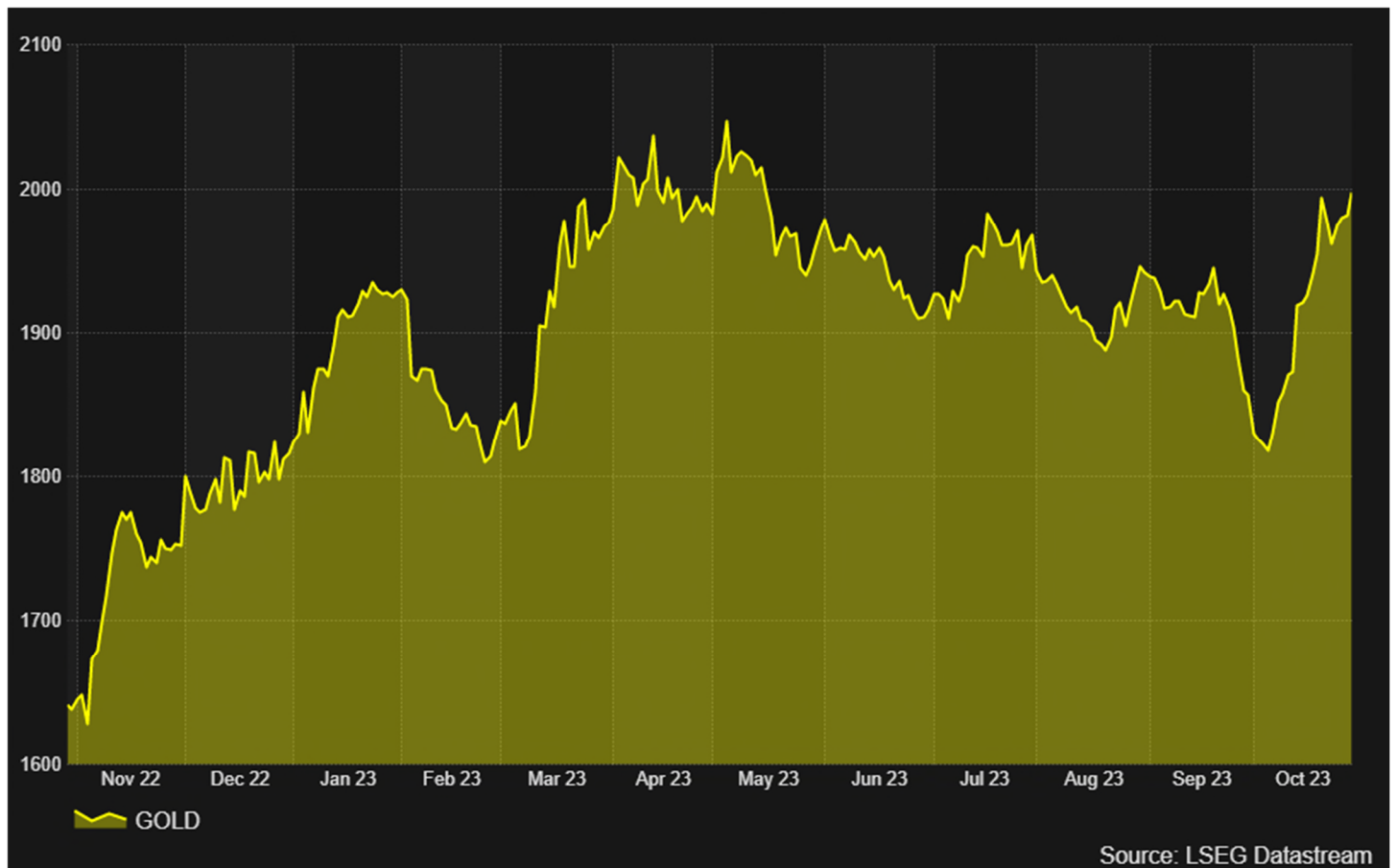
OR

La valeur de l'once d'or a augmenté de 21.6% en un an, à 1996.24 USD. Elle connaît une brusque hausse en lien avec l'augmentation du risque géopolitique au Moyen-Orient. C'est que l'or, comme toujours, joue le rôle de valeur refuge en période de grandes incertitudes. Des incertitudes subsistent, en plus des événements en cours au Proche-Orient, l'inflation élevée aux quatre coins du globe, ou encore la Chine qui redoute de sombrer dans une grave crise économique en raison de l'effondrement de son secteur immobilier.

L'heure est si grave que Peter Schiff, le président de la société de courtage américaine Euro Pacific Capital, est sorti de sa réserve pour mettre en garde contre une crise financière « dramatique » qui menace les États-Unis. Celui qui avait prédit avec justesse la crise financière de 2007-2008 affirme aujourd'hui que la crise à venir sera « pire que tout ce que nous avons connu depuis les années 1970 », et même, si rien n'est fait avant qu'elle n'éclate vraiment, « pire que la Grande Dépression des années 1930 ». Selon l'économiste, dans ce contexte, l'USD pourrait voir sa valeur s'effondrer, poussant le cours de l'or à la hausse.

Peter Schiff a-t-il raison? A-t-il tort? On le saura « d'ici novembre 2024 », date-butoir à laquelle la crise latente est supposée éclater au grand jour, selon l'économiste.

Sans aller aussi loin dans le catastrophisme, la banque JPMorgan Chase & Co. voit, elle aussi, une opportunité dans l'or. Car, estime-t-elle, un net ralentissement de l'économie américaine se profile à l'horizon, et peut-être même une prochaine récession. Sa prévision : l'once devrait durablement dépasser la barre symbolique des 2000 USD à la fin de l'année, et avoisiner les 2175 USD à la fin de 2024.



VU DANS NOTRE PÉRISCOPE

Le Japon va-t-il perdre sa 3e place?

Le Japon serait sur le point de perdre sa troisième place du palmarès des plus grandes puissances économiques du monde. Car sa monnaie s'affaiblit par rapport à l'USD, les salaires stagnent depuis trois décennies et sa population active décline à la vitesse grand V. Le Fonds monétaire international (FMI) considère ainsi que le produit intérieur brut (PIB) du Japon sera de 4230 milliards USD cette année, en recul de 0.2% en un an. Le pays du soleil levant serait dès lors dépassé par l'Allemagne, dont le PIB devrait atteindre 4429 milliards USD à la fin de l'année. L'Allemagne était tombée du podium en 2010, bousculée par la Chine.

Source: Courrier international

<https://www.courrierinternational.com/article/declassement-le-japon-ne-sera-bientot-plus-la-troisieme-economie-mondiale>

La guerre commerciale sino-américaine s'intensifie

La Chine a décidé de restreindre ses exportations de graphite, un composant essentiel pour la fabrication de batteries pour les véhicules électriques et pour les cellulaires. Cette décision survient juste après que les États-Unis ont dévoilé une série de nouvelles restrictions à l'exportation vers la Chine de semi-conducteurs et de machines utilisées pour en fabriquer ; l'idée est d'entraver la production de puces électroniques sur le territoire chinois. À noter que la Chine représente 65% de la production mondiale de graphite, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis.

Source : France 24

<https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20231020-guerre-commerciale-p%C3%A9kin-limite-ses-exportations-de-graphite-essentiel-aux-batteries-%C3%A9lectriques>

PROJET AMQ/FINMETRIX - Opportunité Acier

Nous sommes heureux d'annoncer un projet de collaboration entre l'Alliance Métal Québec et FINMETRIX. Cette initiative, facilitée par un support financier du gouvernement du Québec, permet aux entreprises du secteur de la fabrication métallique d'obtenir une subvention afin d'analyser l'impact des fluctuations sur les marchés des métaux et des devises et d'établir des stratégies "sur mesure" de gestion de risque. Le processus comprend les étapes suivantes : diagnostic des risques liés aux métaux, aux taux de change et aux taux d'intérêt ; élaboration d'une politique formelle pour la gestion de ces risques financiers ; formation du personnel ; et un soutien individualisé pour la mise en œuvre de la stratégie. Êtes-vous impactés par la volatilité sur le marché des métaux? Contactez FINMETRIX pour en savoir davantage sur toutes les possibilités offertes par cette collaboration!

Durée : séance de 30 minutes à distance

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX